

Conférence « hors les murs »

Verdun 1916 : mythes et réalités

Jean-Claude LAPARRA et Jean-Luc DEMANDRE

La décision de préparer conjointement cette conférence et de la prononcer ensemble a été prise par les deux intervenants, après qu'ils ont constaté la convergence de leurs visions concernant la bataille de Verdun. Ils partagent en effet l'idée que la manière dont cette lutte est envisagée ne correspond pas entièrement à la réalité.

Depuis longtemps, cette bataille est magnifiée, héroïsée, exploitée politiquement. Elle est passée du niveau de l'évènement historique au statut global de mythe, c'est-à-dire un ensemble de croyances, de représentations idéalisées autour de cet évènement, qui lui donne une force, une importance particulières. Il y a donc un mythe global de Verdun, sous différentes formulations : « Verdun qui a sauvé la France¹ », « Verdun, les Thermopyles de la France », « Verdun la plus dure bataille de la Première Guerre mondiale », « Verdun, [...] une guerre tout entière insérée dans la Grande Guerre² », « Verdun, le symbole de la Grande Guerre », etc.

À côté de ce mythe, il est possible d'identifier d'autres interprétations de la réalité. Car, à la manière dont l'histoire de la bataille de Verdun est transmise au grand public ainsi que dans certains milieux censés transmettre la Mémoire, et comme elle est racontée, aussi bien par les « grands » historiens que par les journalistes, elle comprend des erreurs, des lacunes, des distorsions, etc. Il existe donc un mythe de la bataille de Verdun et, à côté de celui-ci ou faisant partie du concept d'ensemble, il y a des récits plus ou moins véridiques qui ont reçu une valeur symbolique : en quelque sorte, le mythe inclut des mythes.

Alors peut-être est-ce l'occasion, au moment où est commémoré le Centenaire et où l'histoire de cette bataille est amplement traitée dans les

-
1. « Verdun n'a pas seulement sauvé la France, mais l'humanité entière » (Lloyd George, Verdun, date inconnue). JANKOWSKI (Paul), *Les journées qui ont fait la France – 21 février 1916 Verdun*, NRF/Gallimard, 2013, p. 74.
 2. Paul Valéry, cité par DENIZOT (Alain), *Verdun*, Nouvelles éditions latine, 1996, et repris par COCHET (François), « Verdun 1916 : résistance et souffrances des Poilus français », dans *Verdun Cahiers de la Grande Guerre*, Association Nationale du Souvenir de la Bataille de Verdun/Association « 14/18 Meuse », n° 32 – 2006, p. 55.

médias, de réfléchir sur la façon dont elle s'est écrite depuis 1916. C'est ce que les deux conférenciers ont prévu de faire, avec l'ambition d'apporter, à ceux qui ne connaissent pas le sujet, des informations parfois contrastées sur cette bataille, et à ceux qui la connaissent, de fournir des éléments supplémentaires de réflexion.

Verdun dans l'histoire de la Grande Guerre

Pour la Mémoire française, le nom de Verdun apparaît surtout en 1916. Néanmoins, pour bien comprendre ce qu'est réellement la bataille de Verdun, il faut la remettre en perspective de deux manières différentes.

Une remise en perspective à la fois géographique et historique

Comme l'écrivent Antoine Prost et Gerd Krumeich dans leur livre *Verdun 1916*, largement exploité par la presse écrite, radiodiffusée et télévisée, Verdun est au centre de combats pendant tout le premier conflit mondial³. La bataille de Verdun n'est donc qu'un épisode de la lutte qui s'est déroulée dans les environs de cette ville pendant 51 mois. Cette situation s'explique compte tenu de sa proximité par rapport à la frontière allemande, en face de Metz, puis de sa position à la fin de l'invasion de l'été 1914 et après la fixation du front à l'automne suivant.

Verdun sur le front pendant toute la guerre

En 1914, avec l'application du plan Schlieffen, la 5^e armée allemande commandée par le kronprinz impérial et, à son aile gauche, un groupement autonome de divisions sous son contrôle opérationnel entreprennent un investissement de la place, qui réussit presque deux fois en septembre 1914 : la première fois entre les 9 et 11, en coupant la route de Verdun à Bar-le-Duc, ne laissant plus qu'un couloir de 15 km entre les deux mâchoires de la tenaille qui se referme ; la seconde fois, les 24-25 septembre, en isolant partiellement Verdun vers le sud par la création du saillant de Saint-Mihiel.

À cette époque, Verdun a un rôle de charnière pour la grande offensive allemande et, en face, un rôle d'ancrage de la défense si bien que ce qui aurait dû s'appeler « bataille Paris-Verdun », est devenue la « bataille de la Marne », puisque le général Joffre avait estimé que l'appellation proposée ressemblait à un nom de course cycliste. Ensuite, la fixation du front dans l'automne et l'hiver 1914/15 donne lieu à des engagements plus ou moins importants en différents points de la région de Verdun. Dans l'automne, il y a aussi deux

3. PROST (A.), KRUMEICH (G.), *Verdun 1916 Une histoire franco-allemande de la bataille*, Éditions Tallandier, 2015, p. 11.

Verdun 1916 : mythes et réalités

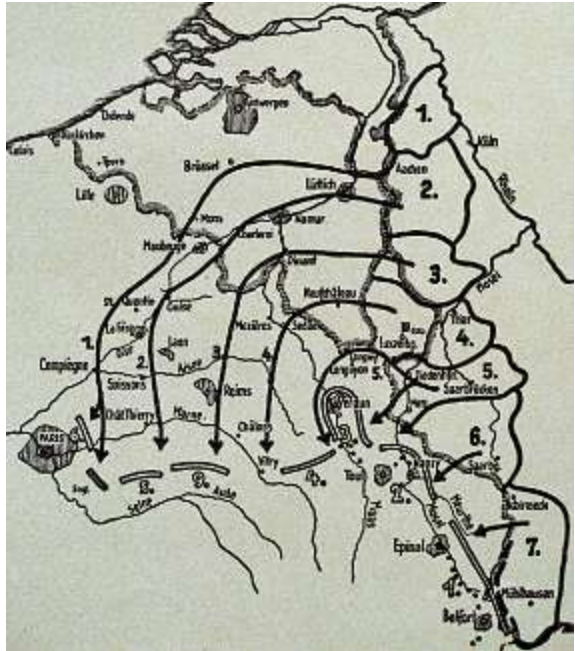
projets de reprise de la manœuvre en tenaille de part et d'autre de la place, annulés faute de moyens à affecter en supplément pour l'opération.

En 1915, des combats se déroulent aux ailes de la place-forte de Verdun, pas forcément dans son aire de responsabilité mais la concernant quand même, c'est-à-dire dans l'Argonne ainsi qu'à Vauquois, dans la Woëvre, aux Éperges, sur la Tranchée de Calonne et dans les environs de Saint-Mihiel.

En 1916, indépendamment de la bataille de Verdun, la guerre des mines se poursuit à Vauquois, juste au-delà de la limite du front de la II^e armée (donc en dehors du secteur de Verdun), et aux Éperges, inclus dans le front de cette armée. Cette guerre des mines qui continue est sans rapport avec la bataille de Verdun proprement dite.

En 1917, le front de Verdun reste animé, notamment de juin à octobre sur la rive gauche et la rive droite de la Meuse. Une offensive à objectifs limités, parfois appelée « seconde bataille de Verdun », se déroule les 20-21 août et se prolonge pendant plusieurs semaines par des opérations localisées. Elle permet de réoccuper la Cote 304 ainsi que le Mort-Homme sur la rive gauche et de repousser un peu plus en arrière les lignes allemandes sur la rive droite.

En 1918, quelques attaques de diversions allemandes ont lieu au printemps. Cette année est surtout marquée par l'offensive franco-américaine qui réduit le saillant de Saint-Mihiel du 12 au 15 septembre, puis l'offensive également franco-américaine Meuse-Argonne à partir du 26 septembre, qui se prolonge sur la rive droite de la Meuse à compter du 8 octobre, et enfin les combats ultérieurs visant à aligner l'armée américaine sur la Meuse et les Hauts-de-Meuse (du nord de Sedan à Verdun) et à partir de là entre Verdun et Port-sur-Seille, au sud-est de Metz. Le 11 novembre 1918, au nord-est et à l'est de Verdun, des unités allemandes sont encore à une dizaine de kilomètres de la ville.



Front ouest, août-septembre 1914 : Verdun charnière pour l'application du plan Schlieffen et ancrage pour la défense française.

Der Weltkrieg, Mettmann, Immalin-Werke, 1933.

La bataille de Verdun elle-même

Elle a duré 10 mois et se présente comme une suite d'opérations plus ou moins importantes : des actions sur des fronts de quelques kilomètres, parfois d'une dizaine, et d'autres plus locales.

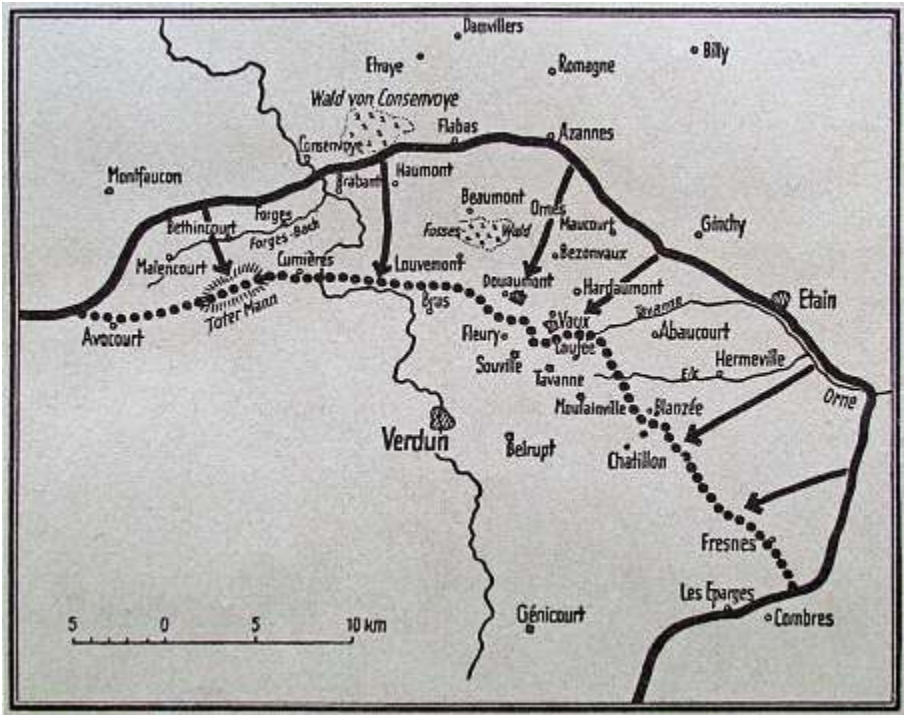
Le cadre géographique sur lequel elle se déroule correspond à la région de Verdun. Le front court de l'est de l'Argonne à Saint-Mihiel et, de part et d'autre des 1^{res} lignes, il couvre une zone profonde de 30 à 50 km. Les limites ouest et est de cette zone sont celles définies pour la II^e armée au début de 1916 quand elle succède à la région fortifiée de Verdun. Évidemment, l'intensité des combats n'est pas la même partout. En tout état de cause, le terrain concerné est beaucoup plus vaste que la zone fréquentée par la plupart des touristes – zone qu'on peut évaluer à quelques 16 à 20 km², correspondant au quadrilatère délimité par le massif fortifié de Souville, l'ossuaire de Douaumont, le fort de Douaumont et celui de Vaux -. Ce quadrilatère peut néanmoins être considéré comme le cœur de la bataille de mars à octobre 1916.

En ce qui concerne le cadre temporel, il va du 21 février au 16 décembre 1916, avec trois phases :

1. Une phase défensive pour les Français, offensive pour les Allemands du 21 février au 12 juillet. Le 21 février, sur un front qui n'a guère changé depuis sa fixation à l'automne 1914, trois corps d'armée allemands attaquent les lignes françaises sur la rive droite de la Meuse au nord de Verdun. Ils progressent et, quatre jours plus tard, occupent le fort de Douaumont, pierre angulaire de la région fortifiée de Verdun, alors que deux autres corps débutent une poussée dans la Woëvre en direction des Hauts de Meuse. La défense française est réorganisée sous le commandement du général Pétain. Les 6-7 mars, les Allemands attaquent en tenailles d'une part sur la rive gauche de la Meuse, vers les hauteurs à l'ouest de Charny, d'autre part à l'est de Douaumont, en direction du fort de Vaux. Les combats font rage pendant un mois. Le 11 avril, le front français a un peu reculé et s'établit sur une ligne d'une vingtaine de kilomètres, d'Avocourt à l'ouest à Damloup à l'est : sur la rive gauche, la Cote 304 est conservée par les Français, le Mort-Homme est pris par les Allemands ; sur la rive droite, ceux-ci grignotent le terrain vers l'ouest et le sud-ouest à partir des massifs de Douaumont et d'Hardaumont. Le 1^{er} mai, remplacé par Nivelles à la tête de la II^e armée, Pétain est nommé au commandement du groupe d'armées du Centre, incluant cette II^e armée. Les 7-8 mai, sur la rive gauche, les Allemands essaient de s'emparer de la Cote 304 ; sur la rive droite, du 22 au 24 mai, les Français tentent de reprendre le fort de Douaumont. En juin, confrontés à l'imminence de l'offensive alliée de part et d'autre de la Somme, les Allemands poussent depuis les abords ouest du fort de Douaumont leurs lignes vers le sud-ouest et l'ouest ; ils s'emparent du fort de Vaux le 8 juin et s'approchent de l'ouvrage de Thiaumont.

Le 23 juin, ils occupent celui-ci, ainsi que la presque totalité du village de Fleury, et arrivent aux abords du massif fortifié de Souville. Ils ne sont plus qu'à 4 km de Verdun. Ils cherchent encore à améliorer leur avantage et

Verdun 1916 : mythes et réalités



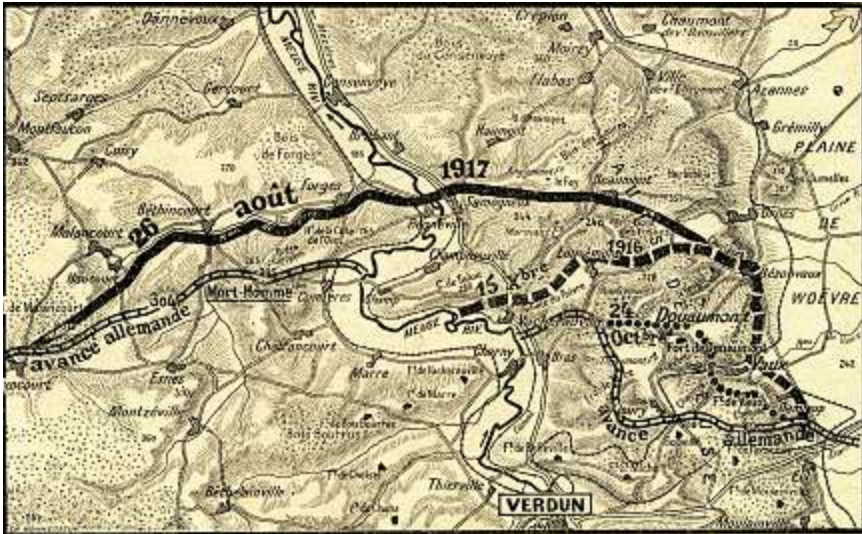
Secteur de la II^e armée/front de Verdun (vue partielle) : avance allemande du 21 février à la mi-juin 1916.

Der Weltkrieg, Mettmann, Immalin-Werke, 1933.

peut-être à parvenir à vue de la ville les 11 et 12 juillet mais doivent s'arrêter. La bataille de la Somme, déclenchée le 1^{er} juillet, les oblige à cesser d'alimenter la lutte devant Verdun et même à prélever de l'artillerie dans ce secteur. La bataille de Verdun est *de facto* terminée pour eux, même si l'arrêt définitif n'est annoncé que le 2 septembre.

2. Une phase de statu quo global, de la mi-juillet à la fin d'octobre, marquée néanmoins par de nombreuses actions, surtout de détail, et uniquement par quatre opérations importantes mais localisées, pour les Français les 2-3 et 17 août (ouvrage de Thiaumont, Fleury), pour les Allemands les 4 août (ouvrage de Thiaumont, Fleury) et 3 septembre (ravin de Vaux-Chapitre).

3. Une phase offensive pour les Français, défensive pour les Allemands marquée par la reprise du fort de Douaumont (24 octobre) et la réoccupation du fort de Vaux (3 novembre). C'est là souvent que des historiens arrêtent la bataille de Verdun, d'où le mythe de Douaumont qui accorde à ce nom une place importante dans le mythe global de Verdun, en faisant oublier que le



Secteur de la II^e armée/front de Verdun (vue partielle) : bataille de Verdun (phase offensive allemande – avancée extrême 11-12 juillet 1916 ; offensives françaises des 24 octobre et 15-16 décembre 1916) ; 2^e bataille de Verdun (offensive française des 20-21 août 1917).

Source inconnue.

sort de Verdun s'est joué en fait sur l'avant-dernière crête avant la ville de Verdun, celle de Froideterre/Thiaumont-Fleury-Souville.

Il y a aussi une belle victoire donnée par le procédé de l'attaque à objectifs limités, après celle réussie du 24 octobre, celle des 15-16 décembre qui repousse les Allemands encore un peu, sur la rive droite de la Meuse, entre Vacherauville et Bezonvaux ; mais, sur la rive gauche, la Cote 304 et le Mort-Homme restent aux mains des Allemands.

Ultérieurement, en 1917, la « seconde bataille de Verdun », déjà évoquée, permettra de regagner encore du terrain sans parvenir à récupérer l'intégralité de celui perdu en 1916.

Une remise en perspective par la comparaison des regards portés sur cette bataille

En effet, le regard sur la bataille de Verdun n'est pas le même entre les Allemands et les Français.

Pour les Allemands, la bataille de Verdun, une lutte parmi d'autres

Pour eux, la bataille de Verdun dure surtout de février à la mi-juillet 1916. Le dernier grand effort est porté les 23 juin et 11 juillet 1916.

Antoine Prost et Gerd Krumeich ont écrit que « ni pendant ni après la guerre, [les Allemands n'ont] voulu faire de la bataille de Verdun le support d'un mythe particulier. Par rapport à la Somme qui fut pour les Allemands la bataille "défensive" par excellence, Verdun joue un rôle manifestement bien moindre dans le souvenir de la Grande Guerre⁴. » Cette impression, les deux historiens la tirent de l'examen de la presse ainsi que de publications et la mentionnent dans leur *Verdun 1916*. Néanmoins, ils reconnaissent une exception – exception qu'ils développent dans leur livre : la période du régime nazi où celui-ci se sert du cas de Verdun pour imposer sa vision de la Grande Guerre, qui est en fait une reprise et une amplification des deux thèmes que les nationalistes allemands ont diffusé depuis la fin du conflit : l'« enfer » de Verdun et la camaraderie au front. C'est dans ce cadre d'ailleurs qu'une délégation allemande, dont fait partie l'écrivain Paul Coelestin Ettighoffer, participe au rassemblement international d'anciens combattants des 12-13 juillet 1936 à Douaumont, auquel certains d'entre eux n'ont pas voulu se rendre par crainte d'une exploitation politique ultérieure : effectivement, si cette manifestation est marquée par le pacifisme des participants, elle est instrumentalisée par le gouvernement nazi.

On peut estimer que la position générale des Allemands tient au fait que l'année 1916 voit une concurrence d'événements quasi simultanés : la bataille de Verdun, celle de la Somme du 1^{er} juillet au 18 novembre, l'offensive initialement victorieuse du général russe Broussilov, sur le front oriental, menaçant une partie de l'empire austro-hongrois (la Galicie et la Bukovine), commençant le 4 juin et durant jusqu'en août, puis la campagne de Roumanie faisant suite à l'invasion par ce pays, à partir du 27 août, du sud-est de la Hongrie. La bataille de Verdun n'est donc que le point d'application temporaire d'un effort dans le balancement des offensives allemandes entre le front ouest et le front est, caractéristique de la stratégie allemande pendant toute la guerre. Cette constatation renforce l'impression que, dans la mémoire allemande, la guerre ne s'est déroulée que partiellement à l'ouest, et que d'autres opérations ont été sinon au moins aussi sanglantes que la bataille de Verdun, au moins aussi éprouvantes compte tenu des conditions dans lesquelles les combats s'y sont déroulés.

Pour finir, une certitude existe : des batailles sont plus chargées de symboles pour les Allemands que Verdun, entre autres Tannenberg (27-30 août 1914), Langemarck (21-23 octobre 1914), et les derniers combats défensifs en France (été-automne 1918).

Pour les Français, une bataille pas comme les autres

Les Français ont une perception de la bataille de Verdun radicalement différente car, selon eux, c'est « la » bataille qui résume à elle seule toute la guerre. Plusieurs raisons expliquent cette différence d'appréciation.

4. PROST (A.), KRUMEICH (G.), *op. cit.* p. 220.

D'une manière générale, leur attention se porte principalement sur le front occidental, les autres fronts – malgré les échos dans la presse – les intéressent moins, à la différence des Allemands. Le système dit du tourniquet amène sur le front de Verdun près des trois quarts de l'armée française, soit plus de 2 millions d'hommes. De leur côté, au moins jusqu'en 1916, les Allemands ont une autre conception qui consiste à implanter très longuement leurs régiments sur les mêmes sections du front sans les faire bouger. Ils sont donc beaucoup moins nombreux à être impliqués à Verdun, environ 600 000.

Autre raison fondamentale : c'est la plus longue bataille de toute l'histoire de France qui s'est déroulée sur le territoire national ; et les Français la mènent seuls, c'est-à-dire sans le concours des Alliés. Dès le mois de mars, ils la considèrent comme essentielle pour la survie de la nation. Enfin, le gigantisme des moyens mis en œuvre et la violence des combats frappent les esprits. Les pertes, bien que non chiffrées, sont pressenties exceptionnellement élevées. Ce n'est qu'au lendemain de la guerre que des évaluations sont tentées. Dans un rapport, Louis Marin – député de Meurthe-et-Moselle de 1905 à 1951 – quantifie les pertes de la bataille de février à décembre 1916 : 61 289 tués et 101 151 disparus, soit 162 440 morts, auxquels s'ajoutent 216 337 blessés. Le nombre total de Français mis hors de combat est donc de 378 777. En fait, ce parlementaire établit sa quantification à partir des données fournies par le ministère de la Guerre. Par la suite, des anciens combattants et des historiens ont considéré que ces chiffres devraient être réévalués. Comparativement, les pertes allemandes sont estimées à environ 143 000 tués et disparus, et 187 000 blessés, soit un total de 330 000 combattants mis hors de combat. Au passage, il convient de remarquer que l'écart entre les deux camps n'est pas considérable.

Les Français, autrefois comme encore trop souvent aujourd'hui, considèrent la bataille de Verdun comme la plus meurtrière de toute la Grande Guerre. Or la comparaison avec la bataille de la Somme, qui se déroule la même année et dure moitié moins longtemps, dément ce triste « record » : le total des pertes à Verdun (tués, disparus, blessés) s'élève à environ 709 000 (2 350/jour) ; alors que sur la Somme, il atteint environ 1 100 000 (7 800/jour).

Une autre comparaison s'impose : durant les cinq premiers mois de la guerre, 60 000 Français sont tués en moyenne chaque mois. L'année suivante, la moyenne mensuelle est de 31 000. Lors de la bataille de Verdun, 18 000 meurent en moyenne chaque mois. Ces froides statistiques n'enlèvent rien à la violence inouïe de cette bataille, qui reste la plus meurtrière de la Grande Guerre sur un territoire aussi restreint. En effet, l'essentiel de la bataille se déroule sur seulement 160 km², celle de la Somme sur 1 100 km². Ainsi les pertes au km² sont à Verdun trois fois supérieures à celles de la Somme.

La bataille de Verdun : un mythe français créé et entretenu

La bataille de Verdun ne fut ni la plus décisive, ni la plus meurtrière de la Première Guerre mondiale. Aussi est-il nécessaire de comprendre

pourquoi et comment elle est devenue et reste pour les Français le symbole même de la défense de leur nation.

La « mémorialisation » pendant la guerre

Tous les poilus qui arrivent pour la première fois à Verdun, bien qu'informés du paroxysme qui les attend, découvrent dans les derniers kilomètres de leur progression, les explosions au loin et sont fortement impressionnés, saisis par l'émotion.

Le ressenti des combattants

Citons quelques témoignages : le soldat J. Ayoun, du 119^e RI, écrit : « Dès que je vis le champ de bataille, malgré mes quatorze mois de service actif, je pensai : "Qui n'a pas vu Verdun n'a pas vu la guerre". » Sur le champ de bataille, subissant un violent bombardement, Jacques d'Arnoux, du 62^e RI, entend un officier s'exclamer : « Celui qui n'a pas fait Verdun n'a pas fait la guerre. » Les Allemands sont tout autant stupéfaits, abasourdis et résignés. Paul Boelicke constate avec effroi : « Bombardement continu, champ de bataille invisible sous la fumée asphyxiante, gaz, paquets de terre, lambeaux qui tourbillonnent pêle-mêle dans l'air : c'est Verdun ! » En face, Jacques Meyer analyse : « Quand on y monte, on éprouve une peur obscure. Quand on en sort, on ne craint plus d'avoir peur. Quand on en est définitivement sorti, on emporte, dans le souvenir, une fierté. Il restera aux soldats de Verdun de s'être élevés aux plus hautes vertus d'abnégation, de résignation au sacrifice dont puisse s'honorer l'humanité. »

Pour les combattants français, vivre Verdun constitue en quelque sorte une expérience de guerre extrême, unique, une redoutable consécration inégalée. Les mots qu'ils emploient pour caractériser cette partie du front sont éloquentes : enfer, hachoir, boucherie, fournaise, ouragan de feu, volcan en éruption, pluie de fer et de feu. En raison de cette singularité, quelques régiments décident d'attribuer dès l'année suivante un diplôme aux combattants qui « ont pris part aux batailles de Verdun ». Sur l'un de ces diplômes, les dates 1914-1917 rappellent que la bataille n'a pas pris fin en décembre 1916 ; sur le côté gauche, un poilu surmonté d'un coq étrangle l'aigle allemand et, sous ses pieds, figurent les armes de la ville.

La médiatisation de la bataille

Très rapidement après le déclenchement de l'offensive allemande le 21 février, l'écho de la bataille devient considérable en France grâce à la presse qui lui donne une place particulière. Articles, cartes, photos et dessins rendent compte de la bataille. En théorie du moins, car les informations sont distillées par l'armée (les communiqués), et la censure fonctionne à plein.



Le Petit Journal, 26 février 1916.

Bibliothèque d'étude de l'Agglomération du Grand Verdun, fonds Louis Couten.

À titre d'exemple, examinons d'abord *L'Illustration*. Son numéro du 26 février se contente de signaler des « événements qui se sont précisés autour du camp retranché de Verdun », dont l'attaque du 21 et la « reprise » du bois des Caures. Le numéro de la semaine suivante donne davantage d'informations sur la « bataille de Verdun ». Dans les livraisons qui suivent, la taille des textes et le nombre d'illustrations consacrés à la bataille augmentent sensiblement. Prenons maintenant un quotidien régional, *Le Progrès de la Somme*, qui mentionne, le 22 du même mois, une « faible action des deux artilleries sur l'ensemble du front, sauf au nord de Verdun ». Deux jours plus tard, un article relate l'offensive allemande et la « reprise » du bois des Caures. Le 25, l'éditorial a pour thème la bataille. Un nouvel éditorial, le 27, accompagné d'une carte, rend compte de « la grande [...], l'angoissante bataille engagée sur le front de Verdun [...] ». Nous tenons, nous tiendrons ».

En quelques jours seulement, Verdun devient dans la presse française l'épicentre de la guerre. À l'étranger, les journaux s'intéressent également à cette bataille. En Allemagne, bien sûr, où la nouvelle « *Douaumont ist gefallen* » (prise du fort de Douaumont, 25 février) se répand comme une traînée de poudre, accompagnée de sonneries de cloches. D'autres informations sont données

ensuite outre-Rhin, de temps en temps, parmi les nouvelles des autres fronts où combattent les Allemands. Dans d'autres pays – Royaume-Uni, Russie, Italie, États-Unis d'Amérique, etc. –, il en va de même. Des dessins, à l'humour parfois grinçant, accompagnent des articles. Quelques exemples : dans l'*Evening Telegraph* du 19 mars, un dessin intitulé « Le revêtement » représente Guillaume II tapissant la route de Verdun à la pelle avec les cadavres de ses soldats. À Moscou, le *Budilnik* du 27 mars montre les Allemands



Gil Blas, 12 mars 1916.

Bibliothèque d'étude de l'Agglomération du Grand Verdun, fonds Louis Coutun.

guillotiner massivement en tentant de s'emparer de la Cote 304. Plus sympathique, le dessin paru le 1^{er} avril dans *L'Uomo di Patria* à Milan expose, sous le nom Verdun, une Marianne coiffée du bonnet phrygien, équipée comme un guerrier du haut Moyen Âge, à l'exception des plumes qu'elle porte derrière – symbole du coq gaulois –, et qui regarde farouchement l'ennemi.

Les actualités filmées contribuent également à la notoriété de la bataille de Verdun. La Section cinématographique de l'Armée tourne son premier film en mars 1916. Jusqu'en octobre 1918, 52 petits films au total concernent le secteur de Verdun. Cependant, ils ne montrent jamais les combats mais les à-côtés : le déplacement de troupes, les matériels, le ravitaillement, le cantonnement, les prisonniers allemands, etc. Car les opérateurs ne peuvent pas filmer dans les lignes en raison des contraintes techniques (encombrement et poids des caméras), des risques qu'ils encourraient, et surtout de la volonté de ne pas montrer des poilus en difficulté, blessés ou tués, afin de ne pas démoraliser l'arrière. Ils ne reçoivent les autorisations pour se rendre sur les champs de bataille qu'à partir de juillet 1916. Par conséquent, la quasi-totalité des séquences de combats de Verdun, présentées aujourd'hui encore dans les documentaires et émissions, sont soit des reconstitutions tournées à l'époque à l'arrière – parfois loin du front –, soit des extraits de films de fiction de



L'Uomo di Patria, 1^{er} avril 1916.

Bibliothèque d'étude de l'Agglomération du Grand Verdun, fonds Louis Couten.

l'entre-deux-guerres, le plus utilisé étant *Verdun, visions d'histoire* de Léon Poirier. D'autres films servent aussi de banques d'images comme le *J'accuse* d'Abel Gance, *Der Weltkrieg* du cinéaste allemand Léo Lasko ou encore *Les Croix de bois* de Raymond Bernard. Même remarque pour les photographies de la bataille : à environ 80 %, ce sont soit des faux d'époque, c'est-à-dire des simulations réalisées avec des poilus et parfois des prisonniers allemands, soit des clichés d'autres secteurs du front occidental, soit des photogrammes de films de fiction postérieurs à la guerre.

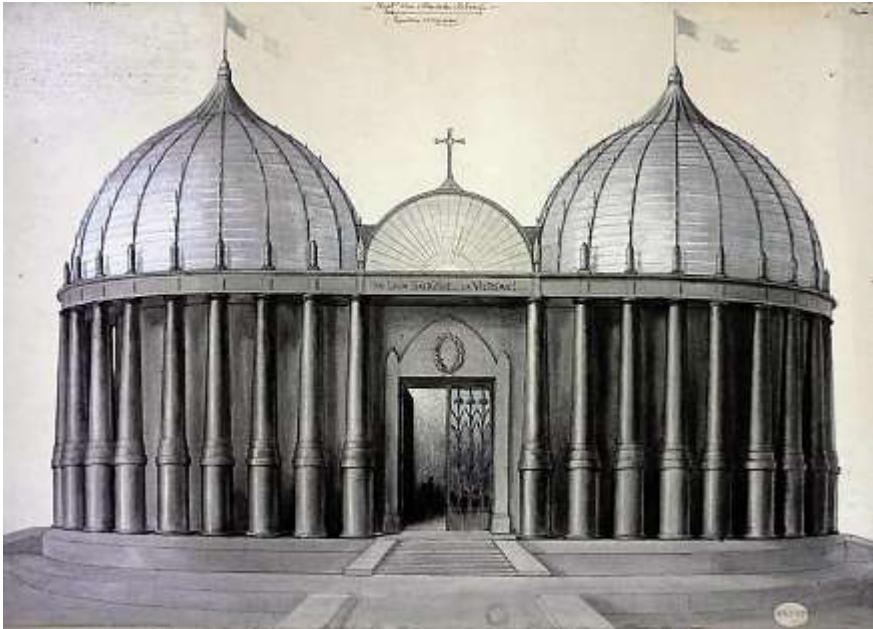
Une municipalité très attentive

Lors du déclenchement de l'offensive allemande, les derniers habitants de Verdun sont évacués et le conseil municipal se réfugie à Bar-le-Duc, puis à Paris, où il demeure jusqu'à la fin de la guerre. Évidemment, ces élus portent beaucoup d'attention à l'évolution de la bataille et réfléchissent même à l'après-guerre. Dans cette perspective, plusieurs préconisent de lancer un projet de mausolée sur le champ de bataille pour recueillir les restes des soldats non identifiés et leur rendre hommage. Le peintre René-Xavier Prinet, secrétaire de la Société nationale des Beaux-arts, élabore un projet intitulé *Mausolée National consacré à la mémoire des Héros français et alliés tombés au Champ d'Honneur*.

Le 13 septembre 1916, Raymond Poincaré se rend à Verdun – accompagné de ministres, des chefs des missions alliées, des généraux Pétain et Nivelle – pour remettre à la ville la Légion d'honneur, la Croix de guerre et cinq décorations étrangères. Lors de la cérémonie qui se déroule dans la citadelle souterraine, les médailles sont accrochées sur un coussin tenu par un représentant du conseil municipal. Le président de la République déclare que le nom de Verdun « est devenu synonyme synthétique de patriotisme, de bravoure et de générosité. » Ce discours consacre ainsi officiellement la dimension symbolique de la ville. Une autre partie de son allocution mérite d'être rappelée : « Voici les murs où se sont brisées les suprêmes espérances de l'Allemagne impériale [...]. C'est ici qu'avec fermeté tranquille, la France lui répondit "On ne passe pas !" ». De 1917 à 1929, la remise d'autres décorations étrangères amplifie la renommée internationale de la ville. Elle reste de nos jours la cité la plus décorée de France.

Par une délibération prise le 20 novembre 1916, les édiles de Verdun décident la création d'une médaille destinée aux combattants de Verdun, morts et vivants, en témoignage de reconnaissance. La bataille n'est pourtant pas terminée. En outre, une commission extramunicipale, composée des

Verdun 1916 : mythes et réalités



Projet de mausolée sur le champ de bataille.

Bibliothèque d'étude de l'Agglomération du Grand Verdun.



Verdun, quartiers de la rive gauche de la Meuse (centre ville et ville haute), 17 juin 1916 : à gauche la Meuse coulant du sud (en haut) vers le nord (en bas) ; en haut (au centre) la cathédrale, en haut (à droite) la citadelle.

Bibliothèque d'étude de l'Agglomération du Grand Verdun, fonds Ingber.

conseillers municipaux et de six notables, reçoit la mission de réfléchir à la reconstruction. L'année suivante, le conseil municipal adopte un premier projet de reconstruction, présenté par l'architecte-voyer de la ville. Parallèlement, la Société pour le Relèvement du Pays Meusien et de Verdun, composée de notables du département, propose de laisser à l'état de ruines les quartiers de la rive gauche, qui sont le secteur de la ville le plus touché par les bombardements, afin de conserver un « témoignage unique et solennel de la victoire française sur la barbarie ». Ce projet, surnommé *Verdun-Pompéi*, suscite un débat passionné dans la presse, puis est finalement abandonné en 1918.

La « mémorialisation » après la guerre

Dans la perception globale du conflit, la place de Verdun se renforce à partir de 1919. Les contemporains appréhendent l'affrontement titanesque devant ses murs comme un tournant radical dans le déroulement du conflit. La cité et le champ de bataille deviennent rapidement le haut-lieu majeur de tout le conflit, tout du moins pour le front occidental. Il convient de souligner que c'est la bataille de 1916 qui a donné à Verdun une stature de ville symbole. Affirmer que la ville a été attaquée par les Allemands parce qu'elle était déjà un symbole, en raison principalement de la signature du célèbre traité de 843, est inexact. Avant la guerre, elle ne bénéficiait pas d'une aura particulière. Pour s'en convaincre, il suffit de constater qu'elle tenait une place assez modeste dans les manuels scolaires. En revanche Reims, ville des sacres des rois de France, était davantage connue, aussi bien en France qu'à l'étranger.

La construction du souvenir de Verdun

Le premier guide illustré Michelin *La bataille de Verdun 1914-1918* paraît dès 1919. Une édition en allemand sort dix ans plus tard. Ce livre, largement diffusé, contribue au développement des « pèlerinages » à Verdun. Des établissements verdunois mettent en place des circuits de découverte du champ de bataille et de la ville avec des autocars. Des hôtels et restaurants sont construits pour accueillir les anciens combattants et leurs familles.

Le 10 janvier 1920, le conseil municipal choisit le 23 juin, date du déclenchement de l'ultime grande offensive allemande, pour commémorer la bataille de Verdun. La « Première fête commémorative annuelle de la bataille de Verdun » se déroule cinq mois plus tard sous la présidence de René Lefebvre, ministre de la Guerre, le président de la République étant en convalescence. Il faut observer que le programme se concentre exclusivement sur la ville. Les élus veillent jalousement à ce que rien ne puisse porter ombrage à la notoriété de Verdun. Ainsi s'opposent-ils avec vigueur à un projet de construction d'un arc de triomphe sur la Voie Sacrée à Bar-le-Duc.

En raison de sa résonance symbolique, le choix de Verdun pour la désignation du Soldat inconnu à la fin de cette année paraît évident et ne soulève aucune opposition. Le 9 novembre, les huit corps provenant des huit

grands secteurs de combats du front occidental arrivent à la citadelle souterraine. Le lendemain, en présence d'André Maginot – ministre des Pensions, ancien combattant grièvement blessé le 9 septembre 1914 à 13 km au nord-est de la ville –, un simple soldat pose un bouquet sur l'un des cercueils, lequel est ensuite solennellement conduit à la gare, en passant par l'hôtel de ville où la médaille de Verdun est posée dessus. Pour ne pas identifier d'où provenaient les sept autres corps, et ne pas susciter autant de lieux de recueillement, il avait été décidé de les laisser à Verdun. Initialement, ils devaient prendre place dans la crypte prévue sous le monument « À la Victoire ». Mais ce projet de crypte ayant été abandonné par manque de crédits, leur inhumation se fait dans le cimetière du Faubourg-Pavé situé au pied du champ de bataille. Là, chaque 11 novembre, est organisée une cérémonie pour leur rendre hommage.

La municipalité, lors de sa séance du 26 avril 1922, décide que la médaille de Verdun sera remise aux « combattants des armées françaises et alliées » ayant combattu entre 1914 et 1918 dans le « secteur compris entre l'Argonne et la hernie de Saint-Mihiel, dans la zone soumise au bombardement par canon ». Après vérification des états de services du demandeur par une commission, la médaille est accordée avec un diplôme signé notamment par le maire. Le nom du bénéficiaire est alors inscrit sur le Livre d'Or des Soldats de Verdun conservé dans la crypte du monument « À la Victoire ». La remise de cette distinction se poursuit aujourd'hui à titre posthume. Plusieurs modèles de médaille sont créés. Le plus connu est l'œuvre du graveur Séraphin-Émile Vernier. Sur l'avers, la phrase « On ne passe pas » surmonte une Marianne casquée et tenant une épée. La Porte chaussée, vestige de la fortification de la ville basse, figure sur le revers avec, au-dessus, l'inscription « Verdun » et, en-dessous, « 21 février 1916 ».

Des chiffres établis par le ministère des Régions libérées en 1919, il ressort que 96 % des immeubles de la ville auraient été détruits par les bombardements allemands et 4 % endommagés. Victor Schleiter, député-maire, affirme que « pas une maison n'est demeurée intacte. » En réalité, les destructions ont varié suivant les quartiers : certains sont presque entièrement rasés, d'autres demeurent relativement préservés. Le nombre d'immeubles qui pourront être restaurés est bien plus important qu'annoncé. Et si aucune maison ne peut être habitée au lendemain de l'armistice, cela résulte également du passage de troupes françaises, puis américaines à la fin de la guerre, qui ont arraché les planchers, solives et escaliers en bois pour faire du feu. L'administration et les élus exagèrent les destructions afin d'obtenir un maximum de dommages de guerre et de susciter des soutiens. Le Grand-Duché du Luxembourg finance notamment la restauration du collège Buvignier, du marché couvert et de l'hôtel de ville. L'argent de la ville et du comté de Londres permet de construire un château d'eau dans la ville haute ainsi qu'un parc des sports et de créer un quai sur la rive gauche du fleuve. Une autre raison de cette victimisation résulte d'une sorte de compétition avec d'autres cités gravement touchées par la guerre : Reims, Arras, etc. Dans ce domaine, comme dans celui des pertes humaines de la bataille de 1916, il existe un phénomène de surenchère.

En 1929, une grande fête commémorative marque le point d'orgue de la reconstruction de la cité. Sur l'invitation officielle, on peut lire : « Les Anciens Défenseurs de Verdun, leurs familles, la France entière sont invités à fêter le 23 juin prochain la renaissance de Verdun, détruit en 10 mois, rebâti en 10 ans. » À cette occasion, Gaston Doumergue, président de la République, inaugure le monument « À la Victoire et aux soldats de Verdun », implanté en ville basse à proximité de la Meuse, en présence de Raymond Poincaré, président du Conseil, de 5 ministres, de 10 ambassadeurs, du maréchal Pétain, de généraux et de 4 000 anciens combattants.

La « monumentalisation »

Le premier édifice commémoratif du champ de bataille est le monument de la Tranchée des baïonnettes, inauguré le 8 décembre 1920 par Alexandre Millerand, président de la République, et Hugh Wallace, ambassadeur des États-Unis, car un milliardaire américain – George Franklin Rand – bouleversé lors d'une visite de ce site, en a financé la construction. Cette générosité explique l'inscription du portique : « À la mémoire des soldats français qui dorment debout le fusil en main dans cette tranchée. Leurs frères d'Amérique. » La légende s'est propagée dès 1919 : là, des poilus sur le point de partir à l'assaut avec la baïonnette au canon, périrent ensevelis par la terre projetée sous l'effet de l'explosion d'obus allemands. Lors des recherches effectuées préalablement aux travaux de construction du monument, des corps ont bien été retrouvés, mais allongés horizontalement. Le rapport rédigé le 3 août 1920 par le général commandant l'état-civil de la 6^e région militaire est sans ambiguïté : « sept corps sur dix avaient été identifiés. Ils se trouvaient dans la position ordinaire de tous les corps exhumés. Rien ne permettait de supposer qu'ils fussent debout ou même assis. » Cet officier, revenu sur place trois jours plus tard, dresse le bilan final des opérations d'exhumation : 21 corps trouvés, dont 7 dans la « tranchée même, ou plus exactement dans les trous d'obus ». Quatorze identifiés sont transportés au cimetière provisoire de Fleury, les 7 autres étant réinhumés *in situ*. Des survivants du 137^e RI – dont des officiers – qui subirent là un violent bombardement les 10-12 juin 1916, rapportent que leurs camarades ne périrent pas étouffés, le fusil à la main ; rien n'y fait. Le mythe, en quelque sorte cautionné par l'inscription à l'entrée du monument, demeure vivace.

Le 16 février 1919, lors d'une cérémonie organisée à Paris par des anciens combattants, M^{gr} Charles Ginisty, évêque de Verdun, annonce la création à Douaumont d'« un ossuaire en forme de crypte [au-dessus duquel] s'élèverait une belle basilique ayant la forme d'une croix de guerre. [...]. Ce serait la cathédrale des Morts et la basilique de la Victoire. » D'autres projets germent alors : André Ventre, concepteur du monument de la Tranchée des baïonnettes, souhaite également une sépulture collective pour les corps non identifiés, mais dans le fort de Douaumont. L'abbé Noël, futur chapelain de l'Ossuaire, lance l'idée d'un monastère sur le champ de bataille pour veiller « les cendres de nos

enfants morts pour la Patrie ». Enfin, l'étude pour un « Monument du Souvenir » dans Verdun, projet qui fortement remanié débouchera sur la création du monument « À la Victoire », prévoit des catacombes qui « recevraient toutes les dépouilles mortuaires retrouvées dans la région ». Finalement le projet de M^{gr} Ginisty obtient une large adhésion. Le prélat bénéficie du précieux appui de la princesse Diane de Polignac, veuve de guerre, qui, grâce à ses réseaux, suscite des articles de presse, des parrainages et des dons. La construction d'une grande baraque en bois permet d'accueillir un ossuaire provisoire. La première pierre est posée le 22 août 1920 en présence du Chevalier suprême de l'ordre des Chevaliers de Colomb, venu inaugurer la veille la statue de Lafayette à Metz. Puis des modifications sont apportées au projet : abandon de la crypte, chapelle et non plus basilique, ajout d'une lanterne des morts et de trois autres lieux de culte – protestant, israélite et musulman –, création d'une grande nécropole pour rassembler les corps disséminés dans 22 cimetières militaires de la région. Pour collecter des fonds, l'« Œuvre du souvenir des défenseurs de Verdun, monument de Douaumont élevé à la mémoire des soldats français et alliés glorieusement tombés sur les champs de bataille de Verdun 1914-1918 » est créée. M^{gr} Ginisty et deux généraux président le Comité d'action, le maréchal Pétain assurant la présidence d'honneur. Des « Journées pour les Morts de Verdun » sont organisées de 1921 à 1929 dans 184 villes françaises et étrangères afin d'obtenir des dons. Les travaux peuvent enfin débiter en 1923. Quatre ans plus tard, une inauguration partielle permet de transférer les cercueils de l'ossuaire provisoire. En 1932, Albert Lebrun, président de la République, inaugure le monument entièrement terminé, mais avec douze travées de moins que prévu initialement. Dans ses caveaux reposent les restes de 130 000 combattants, dont la moitié environ sont probablement des Allemands, ce que le grand public ignore. L'association en est toujours le propriétaire.

L'inflation des pertes

Les pertes de la bataille de Verdun varient considérablement au fur et à mesure de la comptabilisation de celles des grandes batailles. En effet, pour les anciens combattants qui réchappèrent à cet enfer et pour les élus de ce territoire, elles ne peuvent être que supérieures à toutes les autres. Cette inflation s'explique aussi par la volonté de frapper les esprits pour attirer l'attention et susciter appuis et financements. Enfin une dernière raison explique ce phénomène de surenchère : la confusion entre les pertes et les morts. Car les pertes comprennent certes les tués, mais aussi les disparus et les blessés, voire pour certains pays les prisonniers.

En 1919, lors de son allocution à Paris, M^{gr} Ginisty déclare : « Sur ce champ de bataille relativement restreint, il est tombé plus de 500 000 hommes », sous-entendu français. Quelques mois plus tard, le général Valentin, gouverneur de Verdun, reprend ce chiffre. L'année suivante *Le Journal* annonce

600 000 Français tués dans le secteur de Verdun. En revanche, lors des cérémonies de 1929 et de 1932, le chiffre redescend à 400 000. Mais, en 1932, *Vu - le journal de la semaine* avance 800 000 Français tués. *Le Monde* en 1951 retient le chiffre de 400 000. Le record est atteint par Jules Roy dans son livre *Guynemer*, paru en 1986, avec 2 millions de Français et d'Allemands tués. Un article, paru dans *Historia* en 1993, signale que l'Ossuaire de Douaumont « contient les restes de 300 000 français non identifiés. » Or si l'on admet l'évaluation de Louis Marin, le nombre total de Français et d'Allemands tués et disparus lors de la bataille est de 305 000, auxquels il faut ajouter environ 400 000 blessés.

La bataille de Verdun : ce qui s'est passé, ce qu'on a écrit, ce qu'on raconte

Le mythe de Verdun repose sur trois idées : la longueur et la violence des combats, la menace sinon d'une percée, au moins d'une victoire allemande entraînant des conséquences graves pour la France, une offensive allemande préparée minutieusement et bien conduite par les Allemands, avec, du côté français, au moins initialement, des lacunes du commandement et une conduite des opérations insuffisante jusqu'à ce que le général Pétain et son état-major en prennent la tête, puis une conduite satisfaisante marquée néanmoins par le problème des relations entre les généraux Nivelle, Pétain et Joffre.

Des interrogations sur ce qui s'est passé réellement du côté allemand

Le mythe de Verdun naît donc partiellement de l'idée que l'on se fait d'une bataille majeure livrée par l'armée allemande pour emporter Verdun. Cette bataille avait-elle pour but d'enfoncer les positions de la rive droite et de passer ensuite sur la rive gauche ? Ultérieurement s'agissait-il de percer le front français et d'exploiter cette percée ? En réalité, on ne sait pas très bien ce qui s'est passé du côté allemand et ce qui suit va être une tentative de le comprendre à travers l'examen de deux points : le but de l'offensive déclenchée par les Allemands et leur conduite de cette opération.

Les intentions de Falkenhayn : un mystère

La réalité des événements est que l'opération allemande a d'abord pris la forme d'une attaque surprise.

Surprise stratégique : l'action a lieu dans un secteur secondaire qui, contrairement à ce qui a quelquefois été dit ou écrit, n'a aucune valeur historique ou symbolique ni pour les Français ni pour les Allemands, et alors que

d'autres secteurs sont activés par des travaux ou des actions susceptibles d'être les préalables d'un projet d'opération.

Surprise tactique : les Allemands utilisent deux procédés qui surprennent les Français ; ils ne creusent pas des parallèles de départ en avant de leurs 1^{res} lignes et leur préparation d'artillerie initiale le 21 février, particulièrement intense (un million d'obus) ne dure que quelques heures, alors qu'habituellement de telles préparations dureraient plusieurs jours.

En tout état de cause, l'opération est d'abord un succès puisque les Allemands peuvent avancer de 6 à 8 km en 5 jours. Ils réussissent à écorner la première ceinture fortifiée de Verdun en prenant le fort de Douaumont et, avec quelques jours de plus, à réduire le saillant que forme le front français, notamment en obligeant l'aile droite de la II^e armée française à évacuer la partie de la Woëvre qu'elle occupait et à se replier au pied des Hauts-de-Meuse.

La question qui se pose est de savoir comment interpréter la seconde phase de l'opération sur Verdun : le grignotage du terrain à partir de la fin février, l'extension partielle sur la rive gauche de la Meuse au début de mars et la lutte d'usure qui dure jusqu'à la mi-juillet. C'est de cette interrogation que naissent des controverses qui se font jour surtout depuis une vingtaine d'années, notamment en raison des travaux de Gerd Krumeich.

Si l'on croit Falkenhayn, qui a écrit à ce sujet un article en 1919 sous un anonymat qui n'a trompé personne⁵ et surtout l'évoque dans ses *Mémoires* parue en 1920, cette lutte d'usure était prévue dès l'origine puisqu'il s'agissait d'ouvrir une lutte sur le front français, « une plaie dans le corps de la France » et de l'entretenir pour provoquer des pertes démesurées⁶. En conséquence, admettant qu'il ne ment pas, les deux publications datant d'après la guerre rapportent-elles véritablement sa position de 1916 et ne constituent-elles pas une justification a posteriori ? Cette question est donc la source de controverses entre historiens, qui commencent d'ailleurs par nier l'existence du document sur lequel Falkenhayn fonde son raisonnement.

Celui-ci explique en effet que son intention, il l'aurait exposée dans ce document que des historiens appellent le « Mémoire de Noël », parce qu'il aurait été remis à Guillaume II avant Noël 1915. Pour la plupart des historiens, notamment Gerd Krumeich, ce mémoire n'aurait pas existé et pourrait n'être qu'une invention et le texte censé le présenter, reproduit dans les *Mémoires* de Falkenhayn, serait une fiction rédigée après la guerre. Selon l'Américain Paul Jankowski, qui expose son point de vue dans un livre de la série « Les journées

5. « Verdun », par ***, *Militär-Wochenblatt*, 104^e année, n° 6-juillet 1919, p. 98-107.

6. « Il existe à portée accessible des objectifs pour la conservation desquels le commandement français est obligé d'employer jusqu'à son dernier homme. S'il agit ainsi les troupes françaises seront épuisées par leurs pertes sanglantes. FALKENHAYN (Erich von), *Le Commandement Suprême de l'Armée Allemande 1914-1916 et ses décisions essentielles*, Paris, Henri Charles-Lavauzelle Éditeur militaire, 1920, p. 168.

qui ont fait la France » intitulé « 21 février 1916 Verdun⁷ », Falkenhayn aurait remis un projet à Guillaume II, dans son wagon-couche en route pour Vilnius, le 10 décembre, alors qu'il l'avait déjà rencontré le 2 décembre au grand quartier général français à Pless. Ce projet écrit remis à Guillaume II n'était-ce pas ce mémoire que les historiens cherchent ?

Peut-être ne faut-il pas attacher trop d'importance à ce « Mémoire de Noël », qui n'a été sans doute qu'un document d'état-major, semblable dans la forme à ceux qui devaient être présentés à l'empereur pour recevoir son accord lorsqu'une opération importante était envisagée. Il n'a peut-être pas la valeur formelle que la plupart des historiens lui prêtent. Cela explique sans doute qu'il n'ait pas fait l'objet d'une diffusion et qu'il n'ait pas été vu par les responsables militaires concernés par l'offensive, par exemple Schmidt von Knobelsdorf, le chef d'état-major de la 5^e armée allemande, celle combattant devant Verdun.

La preuve que le haut commandement allemand n'entendait pas donner une dimension importante à son opération, est que le front d'attaque initial de cette armée est limité : 3 corps d'armée sur 10 à 12 km – front agrandi un peu sur la rive gauche de la Meuse au début de mars et, à compter du 25 février jusqu'au début de mars, sur la rive droite. Cet ensemble donne malgré tout l'impression d'une économie des moyens, ce que Jankowski appelle « la parcimonie inflexible de Falkenhayn ». Cette impression justifie l'idée d'attaque de diversion qui avait été ressentie au GQG français et amène à se demander pourquoi, la désorientation des premiers jours passée, l'attaque allemande y a été considérée avec un certain catastrophisme.

Ce qui est étonnant, c'est la poursuite de la lutte, à partir de mars, avec le caractère de guerre d'usure jusqu'au mois de juillet, justifiée par le projet de « saigner » l'armée française et avec une affirmation explicite plus tardive qu'il s'agit d'empêcher le projet franco-anglais d'attaque dans la Somme. Si cette forme de combat n'était pas prévue initialement, comme Falkenhayn l'a écrit après la guerre, et n'est en fait que le prolongement d'une action rapide qui n'a pas réussi, est-ce un entêtement coupable comme le laissent entendre la plupart des historiens ? Est-ce le fait que Falkenhayn avait en tête une possible réaction des Alliés sur d'autres secteurs du front, réactions stériles qui amoindriraient leur potentiel ; est-ce l'indice qu'il entendait se donner du temps pour procéder à une autre opération sur un autre point du front ? En fait, Falkenhayn n'a-t-il pas eu raison – mais à quel prix – puisqu'en juin-juillet, les Allemands sont sur le point de réussir ce que Falkenhayn avait peut-être prévu dès l'origine : arriver en vue de Verdun, après s'être emparé des forts de la rive droite et neutraliser par l'artillerie la partie de fortifications située sur la rive gauche. Le 1^{er} corps d'armée bavarois et le Corps alpin qui sont sur la crête Thiaumont-Froideterre, à Fleury-devant-Douaumont puis au-delà ainsi que devant le massif fortifié de Souville, ne sont plus qu'à quelques kilomètres

7. Voir note n° 1.

– à la limite extrême de leur avancée à deux seulement – de la hauteur surplombant la ville au nord-nord-est – hauteur sur laquelle avaient été installées des batteries allemandes pour les sièges de 1792 et 1870.

La conduite des opérations du côté allemand : des erreurs et pas un exemple d'unité de vue⁸

Ce que l'on peut penser quand on observe la conception et le déroulement de la bataille, c'est que le commandement allemand porte une grande part dans la responsabilité de l'échec initial.

D'abord, il a commis des erreurs d'appréciation en ce qui concerne la situation de l'armée française. Il est vrai qu'il a toujours tenu celle-ci pour une puissance militaire de deuxième ordre. En particulier sa capacité à se redresser et à faire face, il en a déjà été surpris au moment du repli français puis de la contre-attaque qui a conduit à la victoire de la Marne en septembre 1914. Sans doute a-t-il aussi sous-estimé la capacité française à se reconstituer après les sanglantes batailles de Champagne et de l'Artois de 1915, en particulier des combats des septembre-octobre en Champagne. À ce propos, Falkenhayn a écrit qu'« il a déjà été dit d'une façon ferme que la France est arrivée très près de la limite de son effort militaire, avec un dévouement d'ailleurs admirable⁹. » Peut-être se fie-t-il également au fait que, au début de l'année 1916, le programme d'augmentation de l'artillerie lourde dans l'armée française n'a pas encore fait sentir ses effets.

Une fois l'attaque déclenchée le 21 février, le commandement allemand n'a sans doute pas imaginé qu'il y aurait une réorganisation du commandement français, que, comme à la Marne, le soldat français manifesterait une grande capacité de résistance et que les unités françaises feraient preuve de combativité. Il n'a pas été en mesure de prévoir que les Français surmonteraient les circonstances défavorables où se trouvaient les deux divisions d'infanterie s'opposant à leur avance (72^e et 51^e DI), notamment grâce aux six centres de résistance qu'elles avaient organisés et aux positions qu'elles avaient renforcées par des travaux au cours des semaines précédentes. Il n'a pas envisagé non plus que des renforts réussiraient à arriver à temps et seraient progressivement jetés dans la bataille à partir du 23 février, freinant ainsi l'avance des assaillants. Enfin, il ignorait sans doute les mesures prises en matière de logistique qui se sont révélées efficaces.

Par ailleurs, utilisant le procédé de la préparation initiale courte mais massive, le commandement allemand n'a pas utilisé une tactique d'artillerie efficace puisqu'il n'a pas réussi à annihiler les défenses françaises. Il a utilisé

8. Voir LAPARRA (J.-C.), « Verdun 1916 vu du côté allemand : regard sur une défaite », dans *Verdun Cahiers de la Grande Guerre*, Association Nationale du Souvenir de la Bataille de Verdun/Association « 14/18 Meuse », n° 32 - 2006, p. 31-52.

9. FALKENHAYN (E. von), *op. cit.*, p. 168.

celle de la saturation du terrain en profondeur, ce qui n'a été que partiellement efficace, mais n'a pas procédé à la réalisation de brèches dans les réseaux et n'a pas su empêcher la montée en ligne de renforts.

En n'attaquant que sur une seule rive et pas sur les deux simultanément, Falkenhayn a commis une autre erreur : erreur de conception qui découle de son désir de n'utiliser que le minimum de divisions disponibles (8 sur 25). Ses détracteurs notamment au GQG (en particulier, le général Groener, responsable des chemins de fer militaires ; le lieutenant-colonel Bauer, chef de la sous-section de l'artillerie lourde et des forteresses à la section des opérations de l'état-major général) lui reprocheront son insouciance et son manque de discernement.

En outre, au cours des premières semaines, le commandement allemand a surestimé les pertes françaises. Ceux dont il fait état sont tout à fait fantaisistes. En voici deux exemples. Le 8 mars, le chef du service de renseignement allemand, fait état de 700 000 morts, 800 000 hors de combat et 300 000 prisonniers, ce dernier chiffre étant étonnant compte tenu du nombre réel de captures depuis le 21 février. Le 6 avril, le kronprinz Rupprecht de Bavière rapporte une déclaration de Falkenhayn faisant état que « les Français auraient déjà perdu environ 200 000 hommes devant Verdun. »

Un autre aspect négatif est que cette obstination à poursuivre l'opération a généré des mésententes parmi les responsables allemands. Des divergences apparaissent, à propos de la poursuite ou non des attaques en direction de Verdun, entre le kronprinz impérial et son chef d'état-major, Schmidt von Knobelsdorf, qui se double d'une mésentente entre le kronprinz et Falkenhayn. Il s'ensuit que, sans en avoir référé au kronprinz, Knobelsdorf fait muter un officier de son état-major qui était un proche du kronprinz, puis que le kronprinz intervient auprès de son père pour faire muter son chef d'état-major. La poursuite des attaques sur la rive gauche fait également apparaître une différence de point de vue entre le commandant du groupement Meuse-ouest, von François, avec le kronprinz, mais le premier n'a pas gain de cause. Évidemment, il y a lieu de penser que la conduite des opérations n'a pas entraîné des conséquences défavorables au niveau des échelons subordonnés ; néanmoins, elles ont dû générer des tensions au sein des états-majors, ce qui est forcément une source de difficultés dans leur fonctionnement au jour le jour.

Du côté français, un commencement difficile mais une conduite bien menée

Début janvier 1916, les services de renseignements signalent à Raymond Poincaré que les Allemands pourraient attaquer sur Verdun. Mais ce n'est pas certain, car ils mettent en œuvre, en janvier puis en février 1916, deux super canons de 38 cm (l'un tirant sur des villes de Meurthe-et-Moselle, l'autre

bombardant Belfort¹⁰), et font des diversions sur différents points du front. Les informations données par des déserteurs allemands et des prisonniers russes évadés, ainsi que des photographies aériennes, confirment ensuite la préparation d'une offensive sur Verdun. Or, pour certains officiers, sa défense pose problème, car depuis août 1915 les canons de sa ceinture fortifiée ont été retirés pour deux raisons : d'une part, il avait été constaté au début du conflit que les forts belges et celui de Manonviller – à l'est de Lunéville – n'avaient pas résisté à l'artillerie lourde allemande ; d'autre part, le GQG prépare une grande offensive sur la Somme avec les Britanniques. La situation apparaît d'autant plus préoccupante que seules les 1^{re} et 2^e positions du secteur de Verdun sont effectivement réalisées. Toutefois, il convient de souligner que d'autres secteurs du front sont dans le même état. La menace se précisant, le général de Castelnau, chef d'état-major général des armées françaises, obtient enfin de Joffre l'autorisation de se rendre en inspection à Verdun le 23 janvier. Constatant la faiblesse des moyens défensifs, il ordonne immédiatement un important programme de travaux.

Sur le terrain, le lieutenant-colonel Driant, député de Nancy, commandant le groupe formé par les 56^e et 59^e bataillons de chasseurs à pied, est depuis plusieurs mois conscient du danger. Dès 1915, il a alerté le président de la Chambre des députés, puis n'a pas hésité à faire part de ses craintes à Raymond Poincaré et à Gallieni, ministre de la Guerre. Fin janvier 1916, il est convaincu de l'imminence d'une attaque allemande de grande envergure. Programmée le 12 février, elle est heureusement retardée par les mauvaises conditions météorologiques. Les travaux de fortification se poursuivent ainsi activement et deux divisions sont envoyées en renfort et dirigées vers Bar-le-Duc. Le 21 février, 1400 canons et mortiers allemands vomissent un million de projectiles en neuf heures au nord de Verdun, sur un front d'une vingtaine de kilomètres. Dans le bois des Caures, les chasseurs résistent farouchement. Le lendemain, après un nouveau bombardement d'une puissance équivalente, les survivants sont contraints de se replier vers le sud et Driant est tué. Dans la zone de l'attaque, d'autres régiments font preuve d'une bravoure identique, notamment dans l'Herbebois, ce qui ralentit également la progression allemande.

Le 21 février, Castelnau revient précipitamment à Verdun. Dès son arrivée, il organise la défense, puis le 24 février, il ordonne de ne pas évacuer la rive droite de la Meuse et nomme le général Pétain commandant de la II^e armée. La situation reste critique. Adeptes d'une tactique défensive active, tout en étant prudent, Pétain réagit avec sang-froid et détermination. Il réorganise le front, crée une ligne de défense sur la rive gauche, augmente l'approvisionnement en hommes, munitions et matériels – dont des pièces d'artillerie –, et réarme les forts. Enfin, il obtient la maîtrise du ciel. On lui attribue souvent la création de la Voie sacrée.

10. LAPARRA (J.-C.), PAUTROT (Christian), FELTEN (Arsène), LOISELEUX-RAMOS (Patrice), NABUNSKY (Eugène), 1916-1917 Quand la marine impériale bombardait Nancy – Le Centenaire du « Gros Max » de Hampont, Gérard Klopp Éditeur, 2016.



Des brancardiers, évacuant un blessé vers l'arrière, font la pause dans un paysage totalement bouleversé, 1917.

BDIC, fonds Valois 195-14-6-1.

Or, c'est le capitaine Doumenc, adjoint au directeur du Service automobile, qui lors d'une réunion à Bar-le-Duc le 19 février, organise les transports sur la route de Verdun, et met en place la Commission régulatrice le lendemain.

Le courage des poilus qui combattent dans des conditions extrêmes, la clairvoyance et le pragmatisme de Castelnau et Pétain, sauvent la situation. Ce dernier, le 10 avril, signe le fameux ordre du jour rédigé par son chef d'état-major, le commandant Serrigny : « Courage, on les aura ! »

La vérité sur quelques faits

Il y a, dans la manière dont se raconte la bataille de Verdun et dont se transmet la Mémoire, un certain nombre de péripéties qui ne correspondent pas à la réalité. Trois exemples vont être fournis, mais il serait loisible d'en exposer d'autres, beaucoup d'autres...

La prise du fort de Douaumont : le mythe de l'assaut versus le leitmotiv du hasard

Après l'occupation par les Allemands du fort de Douaumont, la propagande d'outre-Rhin rapporte l'événement en faisant état d'une occupation au cours d'une action héroïque, d'une prise d'assaut par le 24^e régiment d'infanterie brandebourgeois. En face, les Français font état d'un succès obtenu par hasard, manière de raconter qui est encore souvent le cas de nos jours. Les deux versions sont erronées.

Le fort de Douaumont est dès le départ l'objectif de l'attaque menée par le III^e corps d'armée, un des meilleurs corps de l'armée allemande, le meilleur de ceux qui attaquent le 21 février. Ce corps est commandé par le général von Lossow, un officier expérimenté puisque c'est lui qui a résisté aux Français dans l'offensive d'Artois, notamment dans le secteur de Notre-Dame de Lorette.

Le III^e corps a pour mission initiale de s'emparer de la ligne de crêtes à l'est de la route Ville-devant-Chaumont-Vacherauville, de nettoyer le massif de l'Herbebois et, après avoir fait une conversion vers la gauche, de se diriger vers Douaumont : la direction d'attaque majeure. Dans les récits de la bataille, cet épisode est quasiment ignoré au profit des événements qui se sont déroulés au

bois des Caures : les péripéties de la défense menée par le lieutenant-colonel Driant avec ses chasseurs, sur lesquelles on insiste au point de faire paraître cette zone comme le secteur clef du front français. L'accent est mis aussi sur ce qui s'est passé à l'ouest du bois des Caures et dans la région Samogneux-Brabant.

Ce III^e corps avance avec ses deux divisions accolées – l'une, la 6^e, ayant son fuseau conduisant au fort de Douaumont. Il a en face de lui la 51^e DI qui se défend avec acharnement. Chaque point d'appui est l'objet d'une attaque particulière ; dès que l'infanterie allemande l'aborde et rencontre une résistance, son débordement et son encerclement sont poursuivis par tous les moyens. C'est selon cette méthode que le 24^e régiment brandebourgeois se retrouve le 25 en fin d'après-midi devant le fort de Douaumont.

Quant au déroulement ultérieur avec l'occupation du fort, il n'est que la conséquence du sens de l'initiative, qualité dont le développement est particulièrement recherché chez les officiers allemands, et de l'entraînement des unités allemandes à la prise des fortifications. Deux compagnies ayant ainsi atteint leur objectif le dépassent et pénètrent sans coup férir dans le fort.

La Tranchée des baïonnettes : une affaire à multiples volets

La légende de la Tranchée des baïonnettes vous a été présentée : celle des soldats morts en attendant l'attaque allemande, ayant placé leur baïonnette au bout du fusil pour repousser l'assaut et enterrés vivants à la suite de l'éboulement, sous l'effet des obus, des flancs de la tranchée qu'ils occupent. À cette légende, concrétisée par la construction du grand monument, a succédé le mythe des défenseurs, inférieurs en nombre, résistant jusqu'à la limite de leurs moyens, plus proche de la réalité. À cette évocation, il est loisible de rattacher le mythe des deux fusillés pour l'exemple de Fleury, ce qui donne le récit suivant.

Le 8 juin 1916, une importante attaque se développe dans le secteur de la ferme de Thiaumont. Au 347^e RI français, qui défend cette zone et a subi de lourdes pertes, les 35 survivants de deux compagnies, commandés par le sous-lieutenant Herduin assisté du sous-lieutenant Millant, évacuent la position qu'ils tiennent près des ruines de cette ferme dans la nuit du 8 au 9. Les deux officiers se replient jusqu'à Verdun avec leurs hommes, en dépit de l'injonction d'un officier supérieur rencontré sur leur trajet, de reprendre leur place. Cet abandon de poste devant l'ennemi leur vaut d'être fusillés deux jours plus tard – ils seront réhabilités en 1922.

Ce repli laisse à découvert la droite du 137^e RI français qui occupe la partie nord du secteur de la ferme le 9 au soir. Les Allemands, installés à l'emplacement de cette ferme, disposent d'une vue plongeante sur le ravin de la Dame et les arrières des bataillons français en 1^{re} ligne. Le 12, des forces importantes appartenant à deux bataillons de chasseurs bavarois dévalent le ravin de la Dame, débordent deux bataillons du 137^e RI et les réduisent, à l'exception des restes de la 4^e compagnie et de trois sections de la 3^e, soit une centaine d'hommes et quatre officiers. Ces défenseurs, dont le nombre diminue peu à peu, continuent de tenir jusqu'au 13 sous le commandement du

lieutenant Polimann, un Meusien, ex-aumônier volontaire en 1914 puis aspirant et sous-lieutenant au 137^e RI en 1915. Ces survivants repoussent plusieurs assauts. Les munitions étant épuisées et alors qu'un nouvel assaut va avoir lieu, Polimann, dernier officier valide des deux compagnies, négocie la reddition des survivants qui sont faits prisonniers et abandonnent leurs morts dans les tronçons de tranchées et les trous qu'ils occupaient.

En janvier 1919, au cours d'une visite du colonel Collet, ancien commandant du 137^e RI, en vue de préparer l'érection d'un petit monument qui existe toujours, destiné à entretenir la mémoire de ceux qui ont combattu autour du lieutenant Polimann, des fusils et des baïonnettes fichés dans le sol pour indiquer l'emplacement d'inhumations sommaires, sont découverts : l'endroit est appelé la « tranchée des fusils ». Peu de temps après, lorsque naît la légende des défenseurs enterrés vivants, l'arme en main, et que le grand cénotaphe en béton devant recouvrir cette « tranchée des fusils » est construit, les restes des soldats enterrés près de ces armes sont dégagés et la « tranchée des fusils » cède la place à ce qui est dès lors appelé le monument de la Tranchée des baïonnettes.

La stèle élevée en 2010 à Fleury à la mémoire des deux sous-lieutenants fusillés a été proposée pour faire partie, en tant que bien UNESCO à part entière, de la liste des « Sites funéraires et mémoriels de la Grande Guerre » classés au Patrimoine mondial de l'Humanité. Quant à la Tranchée des baïonnettes, envisagée d'abord pour n'être dotée que du statut d'attribut secondaire dans la zone tampon de l'ensemble mémoriel de Douaumont, elle a finalement reçu le même traitement que la stèle. Ainsi s'écrit l'Histoire...

Le Lion de la Chapelle Sainte-Fine, symbole de l'arrêt des attaques allemandes

Le monument du Lion¹¹, érigé près d'un carrefour situé au lieu-dit la Chapelle Saint-Fine, est censé désigner le lieu extrême de l'avance allemande lors de l'attaque de Verdun en juin-juillet 1916. Pourtant, un autre monument et un autre endroit pourrait avoir la même portée symbolique. La carrière de Vaux-Chapitre, avec son monument du 407^e RI français, est à moins de 500 m du Lion en direction du village de Vaux. C'est un lieu ouvert au public et comportant un parking. Une grande stèle en marbre, longtemps absorbée par les deux arbustes qui l'entouraient et maintenant bien visible de la route

11. Monument élevé par l'Association de la 130^e Division, à la mémoire des morts de 11 divisions (dont la 130^e) et de la garnison du fort de Souville. Il rend hommage aux combattants de cette division qui se sont battus en ces lieux et énumère aussi les numéros de l'ensemble des divisions qui ont participé aux combats dans ce secteur entre juin et octobre 1916. Œuvre du sculpteur René Paris et inauguré le 1^{er} octobre 1922, il représente un lion expirant (en référence au lion couché des monuments allemands et sans référence au lion dans la statuaire et l'héraldique bavaroise).

départementale au bord de laquelle elle se trouve, rappelle la résistance de ce régiment.

Vue du côté allemand, l'action est la suivante. Le 23 juin 1916, à la gauche du Corps alpin allemand qui attaque sur Fleury et la station proche, la 103^e DI allemande bouscule le centre de la 130^e DI française et repousse le 407^e RI jusqu'aux carrières de la lisière sud du bois de Vaux-Chapitre, qui deviennent le réduit de la défense sur cette partie du front. Arrêtée ainsi que la 1^{re} DI allemande qui est, plus à l'est, devant des ravins battus en enfilade par des tirs de mitrailleuses, elle ne parvient pas à progresser en raison de cette résistance.

En face, le 407^e RI tient un système de tranchées autour de la carrière de Vaux-Chapitre, où le chef de corps, le colonel Allain, a son poste de commandement. Celui-ci a rassemblé les fractions de son unité qui occupent des tronçons de tranchées et des trous d'obus à proximité de la carrière ainsi que les éléments divers qui se trouvent dans celle-ci : secrétaires, cuisiniers, agents de liaison. Avec cette poignée de soldats, il monte une contre-attaque locale qui réussit à bloquer l'avance des assaillants et les empêche de monter sur Souville par le ravin des Fontaines. L'histoire a reconnu le rôle joué par le colonel Allain, mais il a fallu attendre le 23 juin 1966 pour qu'un monument soit inauguré sur place par une poignée de survivants de ce régiment.

Pour revenir aux événements de l'époque, après la relève du 407^e R.I., les unités suivantes résistent aux pressions allemandes jusqu'à l'attaque du 3 septembre, la dernière dans cette zone.

Alors, à quoi tient, la méconnaissance de ce que représente cette carrière ? D'une part la route empruntée par les pèlerins et les touristes se rendant, après la fin des hostilités, sur ce qui constitue, dès cette époque le « cœur » du champ de bataille de Verdun (à savoir Fleury, l'ossuaire provisoire de Douaumont, la « tranchée des fusils » transformée en Tranchée des baïonnettes et le fort de Douaumont) ne passe pas à proximité de la carrière ; d'autre part, l'érection dès 1922 du monument du Lion, au niveau du carrefour de la Chapelle Sainte-Fine, concrétise l'idée – partiellement vraie seulement – que



Front de Verdun, rive droite, nord-ouest de la carrière de Vaux-Chapitre, 1966 : vestiges de casques (un français et un allemand) et d'équipements, ainsi que quelques restes humains.

Cliché J.-C. Laparra.

c'est là que s'est arrêtée l'avance allemande : il est vrai que l'essentiel des unités allemandes s'avancant sur Souville s'était arrêtée juste à quelques mètres au nord de ce carrefour ; toutefois, les 11 et 12 juillet, celui-ci fut franchi trois fois par divers éléments.

Conclusion

Un fait est avéré : la bataille de Verdun est devenue un mythe. Elle symbolise ce qui caractérise la guerre de tranchées : des conditions de vie à la limite du supportable, une lutte inhumaine, des visons d'horreur. Pour Maurice Genevoix, l'écrivain ancien combattant du site des Épargés, Verdun est la « bataille symbole de toute la guerre de 14-18 ». La constatation de ce mythe fait maintenant l'unanimité chez les historiens ainsi que les journalistes et cela est visible actuellement lorsqu'on recense les publications, notamment la presse. On peut supposer que le grand public adhère à ce constat. Les deux conférenciers, quant à eux, ont voulu expliquer que, s'ils sont globalement d'accord sur l'existence d'un mythe de la bataille de Verdun, ils ont une attitude plutôt critique sur ce qu'il représente. Ils ont aussi cherché à montrer à l'assistance qu'au-delà du concept global, il y a des aspects qui, pris isolément, ont valeur de mythe, d'où l'emploi du terme « mythes » au pluriel dans le titre de leur intervention.

Il y a au moins un mythe qu'ils respectent et qui doit rester intangible : celui du Poilu de Verdun. Il est vrai que, par son abnégation ou plus souvent sa résignation, ses actions volontaires, plus généralement son courage ordinaire voire son suivisme, surtout sa résistance physique et sa capacité à supporter l'insupportable, il a fait – selon la formule de Pétain – qu'« À Verdun on ne passe pas ». Ce mythe, l'écrivain Ettighoffer déjà cité, ancien combattant allemand de Verdun en 1917, l'a reconnu en commençant son récit intitulé *Verdun Opération Jugement*, paru en 1936¹², par cette constatation où il associe d'ailleurs le soldat allemand :

« La guerre 1914-1918 dura 51 mois et 11 jours. Elle fut marquée par de nombreuses batailles sur tous les fronts. Mais une seule réunit en elle toutes les horreurs de la guerre, tout l'héroïsme des soldats français et allemands et reste comme le symbole de la résistance acharnée : la bataille de Verdun. Pendant près de deux ans, la France n'avait guère apporté d'attention à sa plus puissante forteresse. Mais, quand les Allemands l'attaquèrent, elle fut alors le drapeau de la résistance. Avec Verdun résistait ou tombait la France. »

À cette évocation du Poilu de Verdun est associée le « soldat d'en face », appelé généralement le *Feldgrau*, mais pour lequel est reprise la formule plus réaliste du *Frontschwein* (le cochon du front), employée par les soldats

12. *Verdun Das grosse Gericht von P.C. ETTIGHOFFER*, Gütersloh, Verlag C. Bertelsmann, 1936, p. 5.



Édition de 1936 du *Verdun Das grosse Gericht* de Paul Coelestin Ettighoffer (jaquette de la couverture dépliée).

Coll. J.-C. Laparra.

allemands eux-mêmes pour se désigner. L'intention des conférenciers est de dépasser le sacrifice des mobilisés venus de toute la France métropolitaine et de l'empire colonial français pour la défense du pays et d'avoir aussi une pensée pour le combattant d'en face qui a connu les mêmes souffrances et souvent le même destin : la blessure, la mort, la dissolution dans la terre des Hauts-de-Meuse. Entre-temps, leur intention a été rattrapée par la politique : la commémoration officielle fixée au 29 mai 2016, à une date qui n'a rien de symbolique par rapport aux événements d'il y a cent ans, donnera lieu à une cérémonie à laquelle assisteront les gouvernants français et allemands. Cette commémoration sera probablement l'occasion de tirer de la bataille de Verdun, en présence de milliers de jeunes Français et Allemands, des enseignements propres à renforcer le rapprochement franco-allemand et à rappeler l'objectif de créer une Europe libre, unie et fraternelle.

Pour finir, il a semblé pertinent de citer un passage de la traduction française de ce *Verdun Opération Jugement*¹³, où Ettighoffer lui-même tombe dans le piège d'emprunter deux éléments associés parfois au mythe de Verdun (un nombre de morts très exagéré et un antagonisme franco-allemand multiséculaire) :

13. ETTIGHOFFER (Paul Coelestin), *Verdun Opération Jugement*, Paris, Éditions France-Empire, 1964, p. 7.

« En juillet 1936, j'ai participé, parmi 500 anciens combattants allemands, au pèlerinage de la paix et de réconciliation, accompli par ceux qui s'affrontèrent devant Verdun, de février à novembre 1916. En causant avec des camarades français, j'appris des détails sur leurs épreuves et leurs souffrances ; cela me détermina à relater l'histoire de la grande bataille, tant comme souvenir pour les survivants, que comme avertissement pour les générations futures.

Pourquoi rouvrir cette vieille blessure ? Ne conviendrait-il pas d'oublier ce qui fut épouvantable ?

On n'efface pas un événement en le taisant. Le silence ne peut dissimuler les 700 000 morts de Verdun. L'atroce saignée commune aux deux nations doit constituer le gage d'une réconciliation après une inimitié de deux millénaires. » ■